

NUMERO DE DOSSIER

DEMANDE DE LICENCE D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLES VIVANTS

pour la durée des représentations

Ordonnance 45-2339 du 13 octobre 1945 modifiée par la Loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
code du travail articles L 7122-1 et suivants, D 7122-1, R 7122-2 et suivants
arrêté du 29 juin 2000 modifié par l'arrêté du 24 juillet 2008.

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION :

I IDENTIFICATION DU DEMANDEUR DE LICENCE
(personne physique, le cas échéant représentant légal d'une personne morale)

ETAT CIVIL

Civilité : <input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur	
Nom de naissance :	Nom d'usage :
Prénom(s) :	Pseudonyme :
Date de naissance :	Nationalité :

ADRESSE PERSONNELLE

N°	Voie, bâtiment, résidence...	
Code postal :	Commune:	Pays :
Tél (préciser l'indicatif pays) : /	Portable (préciser l'indicatif pays) : /	Fax (préciser l'indicatif pays) : /
Courriel :		

DIPLOME / EXPERIENCE PROFESSIONNELLE / FORMATION PROFESSIONNELLE

<input type="checkbox"/> Titre de l'enseignement supérieur	Précisez le niveau :
<input type="checkbox"/> Expérience professionnelle dans le domaine du spectacle	Précisez la durée :
<input type="checkbox"/> Formation professionnelle dans le domaine du spectacle (500h minimum)	Précisez :

AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES

Préciser :

AVEZ-VOUS DEJA PERSONNELLEMENT BENEFICIE D'UNE LICENCE D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLES VIVANTS ?

Oui **Non**

Si oui, renseigner pour la ou les licence(s) (compléter le cas échéant sur papier libre) :

Date de délivrance de la licence : /___/___/____/	N° de licence :	Organisme :
Date de délivrance de la licence : /___/___/____/	N° de licence :	Organisme :
Date de délivrance de la licence : /___/___/____/	N° de licence :	Organisme :

II IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Numéro ou références d'immatriculation à un registre professionnel :

Organisme ou administration ayant attribué ce numéro / ces références :

Intitulé de l'activité principale de l'organisme :

Date de création : /__/__/____/

Dénomination de l'organisme / sigle :

Le cas échéant, et si différent(s) de la dénomination :

Nom commercial / Enseigne (nom de vitrine) :

COORDONNEES DE L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

N° Voie, bâtiment, résidence...

Code postal :

Commune :

Pays :

Tél (préciser l'indicatif pays) : /_____/

Portable (préciser l'indicatif pays) : /_____/

Fax (préciser l'indicatif pays) : /_____/

Courriel :

ADRESSE POSTALE (si différente de celle du siège social)

N° Voie, bâtiment, résidence...

Code postal :

Commune:

Pays :

Forains, préciser :

Commune de rattachement :

Code postal :

N° de livret de circulation :

Date de délivrance : /__/__/____/

PERSONNE A CONTACTER POUR L'INSTRUCTION DU DOSSIER

Nom :

Prénom :

Tél (préciser l'indicatif pays) : /_____/

Portable (préciser l'indicatif pays) : /_____/

Fax (préciser l'indicatif pays) : /_____/

Tél :

Portable :

Fax:

Courriel :

L'ORGANISME A-T-IL DEJA BENEFICIE D'UNE LICENCE ? **Oui** **Non****Si oui**, renseigner pour la ou les licences (compléter le cas échéant sur papier libre) :

Date de délivrance de la licence : /__/__/____/

N° de licence :

Date de délivrance de la licence : /__/__/____/

N° de licence :

Date de délivrance de la licence : /__/__/____/

N° de licence :

Date de délivrance de la licence : /__/__/____/

N° de licence :

Date de délivrance de la licence : /__/__/____/

N° de licence :

III FORME JURIDIQUE DE L'ORGANISME (ne cocher qu'une seule case)	
ORGANISME A BUT NON LUCRATIF	
<input type="checkbox"/> Oui	
FONDATION	
<input type="checkbox"/> Oui	
ORGANISME A BUT LUCRATIF	
<input type="checkbox"/> SA (Société anonyme) .	<input type="checkbox"/> SARL (Société à responsabilité limitée)
<input type="checkbox"/> EURL (Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée)	<input type="checkbox"/> GIE (Groupement d'intérêt économique)
<input type="checkbox"/> SNC (Société en nom collectif).	<input type="checkbox"/> SCOP (Société coopérative ouvrière de production) Sont classées ici les SCOP SARL et les SCOP SA
<input type="checkbox"/> SCIC (société coopérative d'intérêt collectif)	<input type="checkbox"/> ENP (Entreprise individuelle en nom propre) Sont classés ici les personnes physiques, les commerçants, artisans. Leur inscription au répertoire des métiers, au registre du commerce et des sociétés est obligatoire.
<input type="checkbox"/> SAS (Société par actions simplifiées)	<input type="checkbox"/> Autres
ORGANISME PUBLIC	
<input type="checkbox"/> National	<input type="checkbox"/> A vocation industrielle et commerciale
<input type="checkbox"/> Régional	<input type="checkbox"/> A vocation non commerciale
<input type="checkbox"/> Local	
ORGANISME MIXTE	
<input type="checkbox"/> OUI	

IV TYPE DE STRUCTURE (ne cocher qu'une seule case)

<input type="checkbox"/> Etablissement public du ministère chargé de la culture (1)	<input type="checkbox"/> Centre dramatique national ou régional (2)
<input type="checkbox"/> Centre chorégraphique national (3)	<input type="checkbox"/> Scène nationale (4)
<input type="checkbox"/> Théâtre de ville (5)	<input type="checkbox"/> Compagnie (structure artistique de théâtre, danse, cirque, arts de la rue, ... hors musique)
<input type="checkbox"/> Orchestre national ou régional (6)	<input type="checkbox"/> Opéra (7)
<input type="checkbox"/> Autre ensemble groupe musical	<input type="checkbox"/> Théâtre privé en lieu fixe (8)
<input type="checkbox"/> Producteur, entrepreneur de tournées, diffuseur sans lieu fixe	<input type="checkbox"/> Cabaret, music-hall (9)
<input type="checkbox"/> Festival (10)	<input type="checkbox"/> Auditorium, salle de concert
<input type="checkbox"/> Petite salle de musique (Smac, jauge < 500 personnes,...)	<input type="checkbox"/> Salle ou lieu conventionné et /ou labellisé (11)
<input type="checkbox"/> Autre salle de spectacle	<input type="checkbox"/> Salle polyvalente (12)
<input type="checkbox"/> Agence d'événement (13)	<input type="checkbox"/> Événementiel, programmations diverses, animation (14)
<input type="checkbox"/> Prestataire technique du spectacle vivant	<input type="checkbox"/> Structure itinérante et/ou démontable (15)
<input type="checkbox"/> Entrepreneur de bal (16)	<input type="checkbox"/> MJC ou autre structure socioculturelle
<input type="checkbox"/> Parc de loisirs, d'attractions	<input type="checkbox"/> Casino, discothèque, hôtel, café, restaurant (17)
<input type="checkbox"/> Conservatoire, autre lieu d'enseignement	<input type="checkbox"/> Comité des fêtes, comité d'entreprise (18)
<input type="checkbox"/> Autres	Préciser :

1. Sont classés ici les six théâtres nationaux (Opéra national de Paris, Comédie Française, Théâtre national de l'Odéon - Théâtre de l'Europe, Théâtre national de la Colline, Théâtre national de Chaillot, Théâtre national de Strasbourg), ainsi que les EPIC ou EPA dépendant du ministère de la Culture qui interviennent dans le spectacle vivant mais qui ont des missions culturelles plus larges (EPPGHV, Centre Georges-Pompidou, etc.).
2. Sont classés ici les centres dramatiques nationaux (CDN), les centres dramatiques régionaux (CDR) et les CDR assimilés (ex : les Tréteaux de France).
3. Sont classés ici exclusivement les entreprises reconnues par le ministère de la Culture sous le label «centres chorégraphiques nationaux» (CCN).
4. Sont classés ici exclusivement les établissements ayant le label «scène nationale».
5. Sont classés ici tous les lieux fixes qui disposent d'un équipement professionnel spécifique et sont susceptibles de présenter de façon durable et régulière, sinon permanente, des spectacles au cours de la saison artistique. Ces lieux sont majoritairement subventionnés par les collectivités territoriales et peuvent être également reconnus comme scènes conventionnées. S'y retrouvent classés, à côté des structures qui s'identifient déjà sous le titre théâtres de ville, les théâtres municipaux.
6. Sont classés ici les orchestres nationaux de région et les autres formations orchestrales permanentes qui s'inscrivent dans la politique de décentralisation culturelle.
7. Sont classés ici également les opéras nationaux de région.
8. Sont classées ici les entreprises privées en lieu fixe dont l'activité principale est la présentation de spectacles dramatiques, lyriques et chorégraphiques et notamment les théâtres privés.
9. Sont classées ici les entreprises au sein desquelles l'activité principale de représentation d'un spectacle est associée à un service de boisson ou de restauration, le droit d'entrée associant le plus souvent l'accès à la salle et au spectacle et le prix d'une consommation ou d'un repas.
10. Ne sont pas classées ici les structures qui, outre leurs activités de production de spectacles, peuvent organiser, programmer ou participer à l'organisation d'un festival.
11. Sont classées ici les salles dont l'activité principale est l'accueil et/ou la diffusion de spectacles musicaux, dramatiques, chorégraphiques... et qui correspondent, de par leur jauge et leurs activités, à des labels particuliers (Zénith, SMAC...). Elles peuvent être liées à l'Etat et/ou aux collectivités territoriales par conventions.
12. Sont classées ici des salles qui ne sont pas dédiées exclusivement au spectacle vivant et qui peuvent accueillir d'autres types de manifestations sportives, événementielles ou culturelles.
13. Sont classées ici les entreprises qui interviennent dans les domaines de la communication par le spectacle et l'événement.
14. Sont classées ici les entreprises qui proposent des spectacles « clef en main » sans développer d'activités réelles de production.
15. Sont classées ici toutes les entreprises disposant de chapiteaux ou de structures démontables, pour leurs propres besoins ou pour les besoins d'autres entrepreneurs.
16. Sont classés ici également les orchestres de bals qui emploient directement des artistes ou des techniciens.
17. Sont classées ici les entreprises dont l'activité principale est étrangère au spectacle mais qui peuvent organiser des spectacles comme activités de renfort.
18. Sont classées ici les structures d'animation et d'organisation de fêtes tels les comités officiels ou permanents des fêtes, les commissions d'animation touristiques, les offices de tourisme et les associations rurales. Y sont classés également les comités d'entreprises.

V ACCORD COLLECTIF OU TEXTE STATUTAIRE

dans l'attente de l'aboutissement de la recombinaison du paysage conventionnel en cours de négociation
(ne cocher qu'une seule case)

<input type="checkbox"/> CC Nationale des entreprises artistiques culturelles	<input type="checkbox"/> CC Nationale des théâtres privés
<input type="checkbox"/> CC Nationale des entrepreneurs de spectacles (tournées)	<input type="checkbox"/> CC chanson, variétés et jazz, spectacles musiques actuelles
<input type="checkbox"/> CC Nationale des Parcs, loisirs et d'attractions	<input type="checkbox"/> CC Nationale de l'animation
<input type="checkbox"/> Accord d'entreprise ou accord collectif	
<input type="checkbox"/> Fonction publique territoriale	<input type="checkbox"/> Fonction publique d'Etat
<input type="checkbox"/> Autre convention collective	Préciser, notamment pour les salariés détachés, application d'une convention collective de l'Etat où l'organisme est établi :
<input type="checkbox"/> Sans convention ni accord collectif	

VI RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS EN FRANCE
convention et/ou subvention et/ou aide en cours

Durée inférieure à un an (1)	Durée égale ou supérieure à un an (2)	Aucune ou négligeable (cocher la case) (3)
<input type="checkbox"/> Etat	<input type="checkbox"/> Etat	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Région	<input type="checkbox"/> Région	
<input type="checkbox"/> Département	<input type="checkbox"/> Département	
<input type="checkbox"/> Ville(s)	<input type="checkbox"/> Ville(s)	

1. Lien qui donne lieu à contrat ou convention, pour une durée supérieure à un an (ex : subvention de fonctionnement pluriannuelle, régie, délégation de service public...).
2. Lien qui donne lieu à contrat ou convention (pour une durée inférieure ou égale à un an), ou aide par l'intermédiaire d'un fonds de soutien (ex : aide ponctuelle, aide au projet...).
3. Pas de lien entre l'entrepreneur et l'Etat ou les collectivités territoriales (ni financement, ni mise à disposition, ni mission...).

VII FONCTION DU REPRESENTANT AU SEIN DE L'ORGANISME (ne cocher qu'une seule case)

ASSOCIATION/ORGANISME PUBLIC :
<input type="checkbox"/> Président <input type="checkbox"/> Membre du conseil d'administration ou du bureau <input type="checkbox"/> Salarié(e) <input type="checkbox"/> Magistrat municipal, régional ou d'Etat <input type="checkbox"/> Personne mandatée par l'organisme
SOCIETE
<input type="checkbox"/> Gérant/cogérant (SNC, SARL, EURL, SCOP-SARL) <input type="checkbox"/> Président ou Directeur général ou Directeur général délégué (SAS) <input type="checkbox"/> Président du directoire ou Directeur général unique (SA à Conseil de surveillance) <input type="checkbox"/> Directeur général ou Directeur général délégué (SA à conseil d'administration ; SCOP-SA) <input type="checkbox"/> Autre personne ayant pouvoir d'engager à titre habituel la société et désignée expressément dans les statuts ou par le représentant légal

Date de désignation du représentant au sein de l'organisme : / ___ / ___ / _____ /

VIII ACTIVITES ENVISAGEES

(Ne cocher qu'une seule case, correspondant à l'activité dominante)

<input type="checkbox"/> Théâtre, marionnettes mime, conte, imitation, fantaisie	<input type="checkbox"/> Danse
<input type="checkbox"/> Musique classique et lyrique ainsi que les ballets classiques qui en dépendent	<input type="checkbox"/> Variétés, chansons jazz, musiques actuelles
<input type="checkbox"/> Cabaret, arts visuels revues, attractions qui les accompagnent	<input type="checkbox"/> Cirque, arts de la piste
<input type="checkbox"/> Spectacle de rue	<input type="checkbox"/> Spectacle pluridisciplinaire : spectacle au sein duquel se trouvent des artistes de plusieurs disciplines artistiques (chant, danse, comédie, acrobaties...) ce qui rend impossible la référence à une seule discipline dominante.
<input type="checkbox"/> Sans genre dominant (tous types de spectacles) ; alternance de spectacles de disciplines différentes (spectacles musicaux, spectacles dramatiques, spectacles chorégraphiques...). Les prestataires de services techniques du spectacle sont également classés ici.	
<input type="checkbox"/> Autre	Préciser :

IX IDENTIFICATION DE LA LICENCE

CATEGORIE(S) DE LICENCE(S) DEMANDEE(S) (ne cocher qu'une seule case)

<input type="checkbox"/> Licence de catégorie 1	<input type="checkbox"/> Licence de catégorie 2	<input type="checkbox"/> Licence de catégorie 3
<input type="checkbox"/> Licences de catégories 1 et 2	<input type="checkbox"/> Licences de catégories 1 et 3	<input type="checkbox"/> Licences de catégories 2 et 3
<input type="checkbox"/> Licences de catégories 1, 2 et 3		

DANS LE CAS DES DEMANDES DE LICENCE(S) DE CATEGORIE 2 ET/OU 3,

Préciser si l'activité d'entrepreneur de tournées est envisagée :

Dans le cadre de la demande de licence de catégorie 2 : Oui Non

Dans le cadre de la demande de licence de catégorie 3 : Oui Non

IDENTIFICATION DE LA OU DES LICENCE(S) PRECEDENTE(S) (compléter le cas échéant sur papier libre) :

Date de délivrance de la licence : /__/__/____/	N° de licence :	Organisme :
Date de délivrance de la licence : /__/__/____/	N° de licence :	Organisme :
Date de délivrance de la licence : /__/__/____/	N° de licence :	Organisme :
Date de délivrance de la licence : /__/__/____/	N° de licence :	Organisme :
Date de délivrance de la licence : /__/__/____/	N° de licence :	Organisme :
Date de délivrance de la licence : /__/__/____/	N° de licence :	Organisme :

DANS LE CAS DES DEMANDES DE LICENCE DE CATEGORIE 1

Préciser la formation en matière de sécurité de la personne assurant la sécurité.

Si cette personne n'est pas le candidat, indiquer son nom et sa fonction au sein de l'organisme.

Nomenclature des types de lieu (voir définition ci-dessus)

Type n° 1 : Opéra	Type n° 2 : Salle de concert	Type n° 3 : Théâtre	Type n° 4 : Salle polyvalente
Type n° 5 : Cabaret	Type n° 6 : Chapiteau	Type n° 7 : Music-hall	Type n° 8 : Théâtre de marionnettes
Type n° 9 : Restaurant-spectacle	Type n° 10 : Discothèque	Type n° 11 : Thé dansant	Type n° 12 : Cafés concerts
Type n° 13 : Théâtre érotique, Peep-show	Type n° 14 : Lieu de plein air		

Préciser les coordonnées de la / des salle(s) ou du / des lieu(x) aménagé(es) pour des représentations publiques

(le cas échéant, compléter sur papier libre) :

Site 1	Nom :	Type de lieu, selon la nomenclature ci-dessus : Type n°
N°	Voie, bâtiment, résidence...	Commune
	Code postal	
Site 2	Nom :	Type de lieu, selon la nomenclature ci-dessus : Type n°
N°	Voie, bâtiment, résidence...	Commune
	Code postal	
Site 3	Nom :	Type de lieu, selon la nomenclature ci-dessus : Type n°
N°	Voie, bâtiment, résidence...	Commune
	Code postal	
Site 4	Nom :	Type de lieu, selon la nomenclature ci-dessus : Type n°
N°	Voie, bâtiment, résidence...	Commune
	Code postal	
Site 5	Nom :	Type de lieu, selon la nomenclature ci-dessus : Type n°
N°	Voie, bâtiment, résidence...	Commune
	Code postal	
Site 6	Nom :	Type de lieu, selon la nomenclature ci-dessus : Type n°
N°	Voie, bâtiment, résidence...	Commune
	Code postal	
Site 7	Nom :	Type de lieu, selon la nomenclature ci-dessus : Type n°
N°	Voie, bâtiment, résidence...	Commune
	Code postal	
Site 8	Nom :	Type de lieu, selon la nomenclature ci-dessus : Type n°
N°	Voie, bâtiment, résidence...	Commune
	Code postal	
Site 9	Nom :	Type de lieu, selon la nomenclature ci-dessus : Type n°
N°	Voie, bâtiment, résidence...	Commune
	Code postal	

Informations sur les représentations envisagés

Nature des spectacles :

Nombre de représentations :

Durée des représentations :

Dates des représentations :

Lieux des représentations :

Nombre de salariés engagés ou détachés :

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis ci-dessus.

Fait à**le****Signature du demandeur, précédée de la mention *lu et approuvé* :**

**DECLARATION PREALABLE DU CANDIDAT A LA LICENCE
D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLES VIVANTS**

Je soussigné(e)
m'engage à respecter les obligations légales et réglementaires inhérentes à la profession
d'entrepreneur de.

Je déclare sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent dossier
- ne pas avoir fait l'objet d'une décision judiciaire impliquant la faillite personnelle ou l'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise commerciale de forme individuelle ou sociale,
- ne pas diriger par personne interposée une ou plusieurs autres entreprises de spectacles, ni agir pour le compte d'un tiers qui serait lui-même entrepreneur de spectacles ou exercerait une influence prépondérante dans la gestion d'une ou plusieurs autres entreprises de spectacles.

A

le

Signature précédée de la mention *lu et approuvé*

PIECES A JOINDRE AU DOSSIER

I- POUR TOUS LES CANDIDATS

- 1) Tout document officiel en cours de validité établissant l'identité du candidat à la licence.
- 2) La copie du ou des diplôme(s) (niveau bac + 2 minimum, domaine indifférent) ou la justification de l'expérience professionnelle ou une attestation de formation professionnelle dans le domaine du spectacle vivant ou enregistré.
- 3) Un engagement à produire, dans un délai de trois mois à compter de l'attribution de la licence, les attestations d'immatriculation obligatoire aux organismes de protection sociale ou une attestation d'affiliation au Guso pour les salariés non détachés et lorsque l'entreprise n'a pas pour activité principale le spectacle vivant.
- 4) le mandat de représentation, s'il y a lieu.

II- POUR UNE LICENCE D'EXPLOITANT DE LIEUX

- Une attestation de formation à la sécurité des spectacles délivrée par un organisme agréé ou la justification de la présence dans l'entreprise d'une personne qualifiée dans le domaine de la sécurité des spectacles ;
- la copie du bail, du contrat d'occupation des lieux ou d'un titre d'occupation et un justificatif de la jouissance du local où est situé le siège ;
- l'attestation de la commission de sécurité en cours de validité ;
- un calendrier de la programmation envisagée.

II- POUR LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES DONT L'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE OU AU REPERTOIRE DES METIERS EST OBLIGATOIRE dans le pays d'établissement ou de domiciliation

1) Pour les entreprises en cours d'immatriculation :

- un document datant de moins d'un mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation,
- une attestation sur l'honneur certifiant l'absence de condamnation ou de sanction interdisant l'exercice d'une activité commerciale ;
- un justificatif de la jouissance du local où est situé le siège par tous moyens.

2) Pour les entreprises déjà immatriculées :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

III- POUR LES PERSONNES MORALES DONT L'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE N'EST PAS OBLIGATOIRE dans le pays d'établissement ou de domiciliation

- Tout document officiel justifiant de l'identité des personnes ayant le pouvoir général d'engager l'entreprise ;
- une attestation sur l'honneur ou un document émanant des autorités habilitées certifiant l'absence de condamnation ou de sanction interdisant l'exercice d'une activité commerciale datée de moins d'un mois ;
- un justificatif de la jouissance du local où est situé le siège par tous moyens.

IV- EN CAS D'EMPLOI DE SALARIÉS

- des formulaires individuels de détachement des salariés délivrés en application du règlement (CEE) n° 1408-71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale liant la France au pays d'origine ;
- ou
- des attestations datant de moins de trois mois certifiant la régularité de l'entreprise au regard des organismes de protection sociale chargés du recouvrement des cotisations et contributions.

V- EN CAS DE CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES

La copie du contrat.

Ce formulaire, dûment complété, daté, signé et accompagné de l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus, doit être adressé, par envoi recommandé avec accusé de réception, au « service licence d'entrepreneurs de spectacles » de la direction régionale des affaires culturelles de la région (DRAC) de l'établissement principal de votre organisme.

La liste des DRAC et leurs coordonnées sont disponibles sur le site <http://www.culture.gouv.fr/nav/index-regions.html>

Nous vous invitons à prendre connaissance auprès de la DRAC concernée de la date limite de dépôt des dossiers pour la prochaine réunion de la commission de délivrance des licences d'entrepreneurs de spectacles vivants de votre région.

Passée la date de limite de dépôt des demandes, votre dossier sera présenté à la session ultérieure de la commission.